Extrait du AEUD.INFO : L'action prend corps

http://www.aeud.fr/Colonisation-israelienne-de.html

USA-ISRAEL

Colonisation israélienne de Jérusalem-Est : les Etats-Unis restent impuissants

- ACTUALITE - News -

AEUD.INFO : L'action prend corps

Hillary Clinton, la secrétaire d'État américaine, a fermement condamé la poursuite de la colonisation à Jérusalem-Est. L'envoyé spécial américain au Proche-Orient a différé sa venue prévue ce mardi dans l'Etat hébreu.

<!—

.
— >
[Hillary Clinton a dénoncé « une insulte aux États-Unis » et « un signal profondément négatif » après l'annonce israélienne.]
Hillary Clinton a dénoncé « une insulte aux États-Unis » et « un signal profondément négatif » après l'annonce israélienne .

Crédits photo : AFP

Cela faisait longtemps que l'Amérique officielle n'avait eu de mots aussi durs pour Israël, suite à l'annonce de nouvelles implantations à Jérusalem-Est en pleine visite du vice-président Joe Biden. Ce qui s'est passé est « une insulte aux États-Unis », « un signal profondément négatif », a martelé la secrétaire d'État Hillary Clinton vendredi, après avoir passé quarante-cinq minutes tendues au téléphone avec le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou. Dans la bouche de cette responsable, dont les liens étroits avec Israël ne font aucun doute, la critique sonnait particulièrement dur, même si Clinton s'est empressée d'ajouter que l'épisode ne « mettait pas en péril » la relation « durable et forte » entre les deux pays. Le gouvernement Nétanyahou « doit démontrer pas seulement par des mots mais à travers des actions spécifiques qu'il veut s'investir dans la relation avec l'Amérique et le processus de paix », a précisé le porte-parole du département d'État, Philip Crowley. Convoqué vendredi par le secrétaire d'État adjoint, James Steinberg, l'ambassadeur d'Israël à Washington, Michael Oren, s'est vu, à sa surprise, réprimandé en termes virulents. C'est la crise bilatérale « la plus grave depuis 1975 », a-t-il averti.

Faut-il en conclure que l'Administration américaine va profiter de cette « crise » pour forcer Nétanyahou à des concessions décisives ? C'est loin d'être sûr. Hillary Clinton aurait transmis sept demandes au premier ministre, lui demandant de renoncer aux implantations annoncées. Elle exigerait plusieurs gestes comme la libération de centaines de prisonniers palestiniens, l'allégement du blocus de Gaza et l'inclusion des sujets centraux du conflit (frontières, réfugiés, Jérusalem...) dans l'agenda des négociations indirectes à venir. « La balle est clairement dans leur camp pour réparer la relation », confiait lundi une porte-parole du département d'État.

En attendant, l'envoyé spécial américain pour le Proche-Orient, George Mitchell, a retardé mardi sa visite prévue le jour-même en Israël et dans la région. Initialement, il était attendu cette semaine dans la région pour lancer des négociations indirectes, dites « négociations de proximité », entre Israéliens et Palestiniens.

Le puissant lobby de l'Aipac

Mais la capacité d'Obama à forcer Nétanyahou à choisir entre l'Amérique et son extrême droite reste peu claire. Il y a un an, le président américain, encore tout auréolé de sa victoire électorale, avait appelé à un gel complet de la colonisation israélienne en échange d'une négociation globale avec les Palestiniens et les voisins arabes. Mais au fil des mois, la capacité de la Maison-Blanche à mettre son allié sous pression s'est étiolée, faisant du sommet tripartite

Obama, Nétanyahou, Abbas en septembre à l'ONU, un non-événement. Depuis, les Américains cherchent à relancer un processus plus modeste, dont Biden était censé négocier les détails. Mais le contexte dans lequel se meut l'administration actuelle n'est plus favorable. Les Américains ne semblent pas avoir l'allant nécessaire à une confrontation avec leur allié privilégié et le puissant lobby pro-israélien et pro-Likoud de l'Aipac, dont la voix domine toujours le débat sur Israël aux États-Unis, malgré la montée de groupes libéraux comme J Street. À une semaine de sa conférence annuelle, qui réunira Hillary Clinton et Benyamin Nétanyahou, l'Aipac a d'ailleurs critiqué les déclarations américaines, les voyant comme « un sérieux sujet d'inquiétude » et appelant l'administration à « prendre des mesures immédiates pour apaiser la tension avec l'État hébreu ».

Post-scriptum :

Source : lefigaro